Christian Pineau, 1956, Suez

Légende: Vingt ans après l'événement, Christian Pineau, ancien ministre français des Affaires étrangères, se souvient avec précision de l'attitude des États-Unis et de l'Union soviétique à la veille de l'intervention militaire franco-britannique dans la région du canal de Suez.

Source: PINEAU, Christian. 1956, Suez. Paris: Robert Laffont, 1976. 232 p. (Le temps des révélations). p. 158-160.

Copyright: (c) Robert Laffont

URL: http://www.cvce.eu/obj/christian_pineau_1956_suez-fr-2a4d4118-6616-43ca-8d72-262a02dcc07c.html

Date de dernière mise à jour: 01/03/2017

Christian Pineau, *1956, Suez*

[…]

Le 30 octobre, dans la matinée, Guy Mollet et moi nous rendons à Londres où nous rencontrons Eden et Selwyn Lloyd avant le déjeuner. Le cabinet britannique s'est réuni dans la matinée pour approuver la déclaration que le Premier ministre a décidé de faire aux Communes dans la journée.

Mon impression se trouve vite confirmée: Eden compte encore sinon sur l'appui du moins sur une neutralité bienveillante d'Eisenhower. Or, un message est bien arrivé de Washington mais il se contente de souhaiter que l'on évite des malentendus, ce qui ne signifie pas grand-chose. Impossible d'attendre davantage ! Il faut se décider à aider ou à abandonner les Israéliens.

Eden est hésitant mais loyal.

Le message aux belligérants prévu dans le protocole de Sèvres est donc envoyé aux deux parties. Il a un certain caractère d'ultimatum et conduit de ce fait à une intervention militaire franco-britannique sur le Canal.

On a écrit qu'Anthony Eden d'un côté, Guy Mollet de l'autre, auraient dû réunir leurs Parlements respectifs la veille et non le jour de l'envoi du message, c'est-à-dire obtenir un vote *avant* l'action et non *pendant* l'action. C'est jouer sur les mots car les deux hommes d'Etat savaient exactement, presque à une voix près, sur quels appuis ils pouvaient compter. C'est si vrai qu'Anthony Eden avait communiqué le texte de l'ultimatum à l'opposition travailliste avant de l'envoyer.

Ici se produit un événement que nous n'attendions pas: l'intervention prématurée des Etats-Unis à l'ONU. Dans l'après-midi du 30, John Cabot Lodge, leur délégué, dépose une résolution enjoignant à Israël de se retirer derrière ses frontières et demandant aux Etats membres de l'ONU de s'abstenir de la menace ou de l'emploi de la force; mais - c'est l'important - le délégué américain demande, soutenu par l'Union soviétique, le vote immédiat de sa résolution.

Ce point demande une explication car il reste obscur pour ceux qui ignorent le fonctionnement des organismes onusiens.

Rappelons que le Conseil de sécurité est chargé, d'après la Charte des Nations unies, de prendre toutes mesures destinées à préserver ou à ramener la paix dans le monde. Il a même le pouvoir de faire appliquer par tous moyens ses décisions, sauf veto opposé par l'une des cinq grandes puissances, Etats-Unis, Union soviétique, Grande-Bretagne, France et Chine (c'était alors celle de Formose).

Nous n'avions jamais douté de cette intervention. Elle était inévitable. Mais, dans notre esprit, elle devait avoir pour objet d'entraîner une négociation générale entre l'Égypte et Israël d'un côté, l'Égypte et les usagers du Canal de l'autre. En échange de ces deux négociations, nous étions prêts à renoncer à toute opération de débarquement, la sécurité d'Israël et la libre circulation sur le Canal étant assurées.

Or, le vote par l'Union soviétique et les Etats-Unis, le 30 octobre, avant même que Nasser eût répondu à notre ultimatum, d'une même résolution condamnant l'action d'Israël et, à l'avance, la nôtre, sans la moindre allusion à l'éventualité d'une négociation sur les points en litige, pouvait avoir un seul résultat : renforcer l'intransigeance de Nasser et nous obliger à aller jusqu'au bout de notre action.

Bien sûr, la Grande-Bretagne et la France opposèrent leur veto à la résolution américaine, enlevant à celle-ci toute valeur exécutoire, mais le mal était fait : pour l'opinion mondiale, alors hésitante (plusieurs pays arabes nous avaient fait savoir discrètement leur approbation), les Etats-Unis et l'Union soviétique s'étaient mis d'accord contre la Grande-Bretagne et la France.

On ne pouvait souhaiter plus mauvais départ.

[…]